

Les 7 idées de Solidaris pour relancer la gauche

« Une autre politique est possible », assèment ses patrons, Jean-Pascal Labille et Michel Jadot

Rentrée politique



Christian Carpentier
JOURNALISTE

Le PS tient son congrès de rentrée, ce dimanche. Un autre suivra pour renouveler son programme, en novembre. Deux moments capitaux pour tenter d'inverser le marasme dans lequel il s'enfonce. Solidaris apporte sa pierre à l'édifice.

« Les politiques européennes actuelles ont quatre objectifs », ramasse Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris. « Un : réduire le coût des pensions et fragiliser l'État-providence. Deux : flexibiliser le coût du travail, avec les minijobs ou les CDD. Trois : inciter au retour à l'emploi en réduisant les allocations sans tenir compte de la capacité de la personne. Et quatre : durcir les conditions de départ des plus âgés. C'est une attaque frontale sur l'État. Or, une autre voie est possible. »

« On nous parle toujours du modèle allemand. Mais regardez Eurostat : en 2003, les taux de chômage et de pauvreté y étaient quasiment identiques, autour de 12-13%. Et puis le premier a baissé à 7,7%, et le second a explosé à 16% ! On est en

train de fabriquer des travailleurs pauvres ! Et ce serait l'exemple européen à suivre ?!!! La vérité, c'est qu'on creuse les inégalités, avec des plus en plus riches et des plus en plus pauvres... »

Avec Michel Jadot, il dévoile leurs 7 idées clés de cette « nouvelle politique possible ». Elles seront proposées sous peu au PS « mais pas que ». Puis seront diffusées largement « pour que les gens se rendent compte que la Sécu est un bien commun qu'il faut défendre ».

1 Travail flexible. « À la semaine des quatre jours pour tous, nous préférons la réduction collective du temps de travail, négociée dans les secteurs et les entreprises. Avec ou sans perte de salaire ? La ques-

« Fin des différences d'allocations entre cohabitants, mariés ou isolés »

tion n'est pas un tabou. Mais comment justifier que x centaines de milliers de personnes cherchent du boulot et que x centaines de milliers de personnes sont victimes de burn-out ? »

2 Pensions. « On propose un âge flexible de départ, à partir de 60 ans, avec un calcul en 42^e et un minimum de carrière de 20 ans. Le retour à 65 ans est une stupidité. Ce que les gens veulent, c'est partir en

fonction de leurs circonstances familiales, professionnelles et financières. On n'a pas tous commencé en même temps, fait les mêmes études. Et nous rejetons la pension à points qui ne vise qu'à faire dépendre le montant final de la pension des circonstances budgétaires et démographiques. »

3 Sécu. « La politique de la droite consiste à assécher son financement, prélude à son démantèlement. Je sais que c'est tabou à Anvers, mais les voitures de société, c'est un salaire ! Et on ne paie pas de cotisations dessus ! Idem pour les chèques repas et d'autres avantages en nature. Imposons-y des cotisations sociales, quitte à pratiquer un taux moindre que sur le salaire. La taxation du capital doit également être réétudiée. »

4 Allocations. « Qu'on arrête de culpabiliser les gens avec ces contrôles ridicules sur la situation de famille où on va sentir si le lit est encore chaud ou s'il y a deux tasses de café ! On doit aller vers l'uniformisation progressive des droits, où on ne ferait plus de

différence, à terme, entre mariés, cohabitants ou isolés. C'est la solution la plus juste pour faire face à l'évolution des modèles familiaux : la disparition du ménage à un seul revenu, les familles recomposées, la colocation, etc. »

5 Fiscalité. « Il faut une vraie politique fiscale équitable, au lieu des mesures disparates actuelles. Et la globalisation de tous les revenus est un élément fondamental. »

6 Concertation. « Il n'y a plus de

concertation sociale. On a le choix entre oui et oui. On le vit au sein du cabinet De Block. Ce n'est

pas comme ça qu'on peut construire une vraie politique où les partenaires adhèrent.»

7 *Long terme. « On doit absolument revenir à des politiques réfléchies à long terme et qui ne soient pas que budgétaires. Nous ne sommes pas des irresponsables. Le premier objectif de la politique, cela doit être le bien-être de la population dont elle s'occupe. »* ●

« Une politique de mensonge constant »

Le tandem de Solidaris ne nie pas que la gauche ait un devoir d'inventaire par rapport à ses réalisations quand elle est au pouvoir. « Mais que les gens se demandent aussi ce que le gouvernement actuel a fait pour eux depuis 2014 », assène M. Labille. « La pension à 67 ans ? Les attaques sur les soins de santé ? Celles sur les conditions de travail ? Les attaques sur la classe moyenne dont on utilise les peurs de tomber dans la pauvreté pour justifier les mesures qu'on lui impose ? La culpabilisation des malades, des chômeurs, des réfugiés ? L'hypocrisie de la droite de dire vouloir sauver la sécurité sociale au prix de mesures qui l'affaiblissent ?... »

« ON SE VANTE D'EXCLURE ! »
« En Belgique, on a une politique de mensonge constant sur la réalité socio-économique », complète Michel Jadot. « On donne des résultats qui n'existent pas, et on se vante d'exclure des migrants, des chômeurs, des candidats aux études en médecine. On se

réjouit d'exclure ! C'est fantasmatique ! La vérité, c'est que notre croissance et notre création d'emplois sont inférieures à la moyenne européenne, alors que ce qui progresse ce sont les temps partiels, les allocataires du CPAS, le taux de pauvreté... »

« Vous savez comment ils font désormais le budget en soins de santé ? », interpelle M. Labille. « On tape un montant budgétaire à trouver, on divise par le coût moyen que cela a, on obtient le nombre de malades à toucher et puis on cherche les personnes sans se tracasser sur leur état... »

Les deux patrons de Solidaris ont sorti la calculette. Et dénoncent « les dangers que ces politiques actuelles », Pensions, soins de santé, chômeurs, réinsertion des malades de longue durée, saut d'index... La liste de leur grief est longue. Et impitoyable sur ce qu'ils estiment être une politique de droite aveugle, qui joue sur la peur de la classe moyenne de tomber dans la précarité... ●

CH. C.

« L'avenir d'Elio Di Rupo ? Attendons novembre »

Elio Di Rupo doit-il profiter des deux congrès à venir pour annoncer son retrait ? Jean-Pascal Labille tranche.

Thierry Bodson annonce la fin de l'action commune, plaçant pour une coalition PS-PTB-Ecolo. Avec votre appui ?

« La FGTB est dans son rôle. Je ne pense pas qu'il ait été jusqu'à vouloir la fin de l'action commune. Je crois pour ma part qu'on doit redéfinir un véritable projet de gauche. Le temps est celui des idées concrètes pour le bien de la population. Viendra après la nécessité des coalitions. »

Le PS n'est plus forcément votre partenaire unique ?

« Il est notre partenaire privilégié. »

Qu'attendez-vous de ses deux congrès à venir ?

« Un positionnement idéologique doctrinal fort. Un parti de gauche est là pour chan-

ger la société durablement et améliorer les conditions de vie des gens. N'ayons pas peur de faire un inventaire de notre participation au pouvoir. Il faut sa-

voir se regarder dans le miroir pour s'améliorer. Puis se fixer des lignes rouges qu'on ne franchira pas si on nous propose de monter dans un gouvernement. »

Exclure 50.000 chômeurs, par exemple ?

« Certainement, oui. Mais aussi sur le financement de la sécurité sociale ou sur la fiscalité plus équitable. Le PS est là pour améliorer la société, pas pour être au pouvoir pour être au pouvoir. »

Fait-il encore rêver, vous croyez ?

« Il doit recréer de nouvelles utopies. Avec deux balises. Un : retrouver des mesures équilibrées entre ceux qui détiennent le capital et la force de travail. Et deux : non plus l'égalité des chances qui est de la méritocratie, mais l'égalité des conditions d'existence. On retrouvera alors la voie du rêve crédible, réalisable. Le chantier des idées réussira s'il touche le cœur et la raison. »

Promettre aux gens la semaine des quatre jours sans perte de salaire comme il le fait, n'est-ce pas risquer de les décevoir de nouveau rapidement ?

« La proposition peut être amendée. On fait une autre proposition plus réaliste : la réduction collective du temps de travail à négocier dans les entreprises. »

Elio Di Rupo doit-il annoncer à son tour son retrait ?

« Le moment actuel est celui des idées, face à l'appauvrissement affligeant de la vie politique : quand un ne débarrasse pas la prise, l'autre nettoie le parc Maximilien ! Quand le travail interne au PS sera fait, en novembre, la manière dont le parti est géré devra évoluer. On verra alors qui sont les meilleures personnes pour le faire. Il faudra des messagers forts pour porter le message. »

Elio Di Rupo l'est encore ? Avec le départ de Laurette Onkelinx, ne fait-il pas office de dernier des Mohicans ?

« Il a été élu jusqu'en 2019. Réfléchissons aux idées. Après, il faudra des gens pour les porter ou pour faire autre chose. On verra le moment venu. » ●

CH. C.